

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2022

# L'URGENCE DE LUTTES SOCIALES POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ



PALME D'OR  
DE LA RÉGRESSION SOCIALE

**info'com**  
UN SYNDICAT POUR TOUS



# NOS TÂCHES D'ESPOIR

## Ce qui les unit est plus fort que ce qui les divise

**À quelques mois de l'élection présidentielle, le libéralisme dispose d'un éventail complet de candidats qui se proposent de radicaliser un régime autoritaire construit ces dernières années.**

Zemmour, dont la campagne est prise en charge par les médias, lance la croisade du libéralisme originel : la « race française » doit se régénérer en pratiquant une épuration ethnique (la « remigration »), de façon à ce que la mère patrie du sang français soit performante sur le marché international. Nationalisme + ultralibéralisme, une réplique de Trump (America First), dont la défaite électorale a débouché sur l'assaut des milices racistes sur le Capitole. Le Pen s'encastre parfaitement dans ce cadre qu'elle représente depuis longtemps, elle a revêtu un déguisement petit-bourgeois marron clair, mais le Diable s'habille en Prada.

Macron a contribué à saper les bases démocratiques de la République, au nom de ce principe ultralibéral simple et totalitaire, tout doit être rentable (start-up nation, hôpital public, forêts, « capital santé », sécurité sociale, enseignement...) La brutalité de son pouvoir dirigé contre le Travail, les violences policières contre les mouvements sociaux (Gilets Jaunes, Retraite), l'éradication de droits fondamentaux (Code du Travail, liberté de manifester, droit à un emploi stable rémunéré par un salaire décent), tout annonce de lourdes offensives pour faire payer la dette au seul peuple au prix de la protection sociale.

Pécresse 2/3 - Ciotti 1/3, ce ticket, grotesque et sérieux, se crée sur la radicalisation de la droite, déjà écartelée entre le libéralisme autoritaire de Macron et le nationalisme libéral de Le Pen. Cette droite, qui n'est plus « traditionnelle », oscille toujours plus entre le nationaliste et raciste Z, et la filiation présidentialiste de la Ve République fondée à la faveur d'un putsch militaire.

**En présence d'un tel paysage, les enjeux dépassent de très loin la question du 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle.**

**À cet égard, depuis vingt ans et l'élection présidentielle de 2002 (Chirac-Le Pen), en passant par celle de 2017 (Macron-Le Pen), les suffrages qui se sont portés sur le candidat 'non Le Pen' ont, en fait, aidé à désosser notre classe au matin de la victoire électorale ainsi acquise. Ce qui permet, en prime, à l'extrême droite de passer de 17,79 % des suffrages au 2<sup>e</sup> tour de 2002, à 33,9 % des votes exprimés au 2<sup>e</sup> tour de 2017...**

### L'ÉPIDÉMIE NATIONALISTE VIENT DU CŒUR DU LIBÉRALISME

**La poussée néofasciste, de type Trump, est boostée par le recours à l'état d'exception, qui pose la question de l'avenir immédiat de la démocratie.**

« Sur les six dernières années, la France en aura passé la moitié en "état d'urgence", au point que nous pouvons nous demander si nous vivons perpétuellement en crise ou si ce cadre juridique est en voie de devenir un mode de gouvernement banalisé », note le Conseil d'État (Introduction à l'étude juridique annuelle, 21 septembre 2021).

Après la pérennisation de l'état d'urgence sécuritaire de la loi du 3 avril 1955 par la loi du 30 juillet 2021 relative à la « prévention » du terrorisme, après la loi « contre » le séparatisme, après la loi « Sécurité globale », après la prolongation sans discussion de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022, quelles digues restent encore solides pour garantir à la fois la sécurité et la liberté dont la démocratie est censée être la garante ? D'autant plus qu'avant l'élection présidentielle, le projet de loi du 27 décembre 2021 introduit dans le droit ordinaire tous les éléments de l'état d'exception sanitaire en le pérennisant !

**La V<sup>e</sup> République n'a cessé de dériver vers l'actuel pouvoir d'un seul homme, ni vraiment un régime présidentiel avec sa séparation des pouvoirs, ni vraiment une république parlementaire avec son équilibre des pouvoirs.**

**Les mouvements migratoires, causés par les guerres, l'effondrement climatique et les inégalités sociales, servent de bouc émissaire à l'incompétence d'un capitalisme qui met en accusation l'entraide et la solidarité.**

L'Union européenne ne trouve son unité que contre les immigrés : la force militaro-policière Frontex, les murs et barbelés, les camps de concentration - ceux des îles grecques telles Lesbos -, le rejet des migrants à la mer, les centres de rétention nationaux... Autant de mobilisations policières conjuguées pour avaliser la haine de l'extrême droite et l'encourager dans sa croisade contre l'étranger. C'est la solidarité et l'entraide qui sont punies et condamnées dans l'espace Schengen, territoire de la riche Europe braquée sur la sauvegarde de sa puissance économique à usage et profit privés.

**Pas de sortie de la crise sanitaire dans un seul pays, l'expérience de près de 2 ans le prouve, et pourtant, la coopération internationale souffre de la montée du nationalisme sanitaire**

Immédiatement, l'annonce des premières contaminations par Omicron déclenche un mouvement de fermeture des frontières et un affolement boursier. Cette non-reconnaissance du bien public mondial que devrait être l'information sur les risques de pandémie va de pair avec un nationalisme vaccinal qui creuse la tombe de la majorité de la population mondiale.

Le délire nationaliste et le règne libéral du chacun pour soi compromettent le combat contre la pandémie.

Dès le début, médecins, chercheurs et organisations internationales avaient avancé qu'elle ne serait surmontée que par son éradication, ou tout au moins son contrôle dans tous les pays. Aujourd'hui, un variant affole le monde entier et il fait

ressortir qu'il n'est « pas de sortie de la crise sanitaire dans un seul pays ». Omicron relance la nécessité d'un renforcement du pouvoir de l'OMS. Aucun pays n'a intérêt ou la possibilité de s'isoler durablement du reste du monde. La pénurie de lits de soins intensifs va être à nouveau l'indicateur sur lequel le gouvernement prendra les décisions concernant le degré de sévérité des restrictions à la liberté de mouvement des citoyens. Mais la préoccupation du bien public qu'est la santé trouve bien peu de place dans la campagne électorale française, dominée par le racisme.

### **L'ESPOIR, NOTRE PRINCIPE DE BASE**

Nous comprenons l'offensive des forces du libéralisme comme un bombardement contre l'espoir : " l'apocalypse arrive, ne rêvez pas, il n'y a pas d'autre alternative, le futur n'a pas d'avenir, vous n'êtes que des supplétifs des machines numériques bien plus intelligentes que vous... etc. " Cette machine à dépression, nous voulons la bloquer en opposant notre espoir à leur désespérance de commande.

### **LA RÉPUBLIQUE SOCIALE, BASE DE NOTRE SYNDICALISME**

Nous comprenons le gouvernement libéral, et ses différentes variations, France, USA, Brésil, Pologne, Grande-Bretagne, comme une rupture historique du capitalisme avec la république parlementaire et ses contre-pouvoirs démocratiques, telle qu'établie à la Libération.

Du plus profond de notre histoire, nous avons toujours combiné les revendications sociales immédiates avec la perspective d'une république sociale, d'une émancipation adossée à une société organisée autour de la satisfaction des besoins de tous et du partage égalitaire des biens communs.

Il est temps, urgent d'intégrer à toutes nos interventions l'exigence d'une république sociale, dont nous livrons le contenu au débat avec nos mandants et nos alliés. Par néofascisme, nous entendons la résurgence d'une alliance entre la religion obscurantiste de la concurrence de tous contre tous et le culte de la race liée au sol, au « sang », au drapeau. Ce néofascisme procède d'un choix d'une partie de la bourgeoisie d'épurer

la société de toute forme de délibération et de contre-pouvoirs démocratiques. La stratégie du néofascisme américain inspire l'extrême droite française, qui reçoit l'aide des experts américains en campagne boueuse, haineuse et agressive. Nous prenons très au sérieux ce danger, c'est pourquoi nous nous refusons à n'être des antifascistes que du 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle. Si l'extrême droite réalisait 49,8 % au 2<sup>e</sup> tour, aurions-nous gagné ? C'est pourquoi nous avançons la perspective à très court terme d'un front uni antifasciste, tel qu'il naquit au lendemain du 6 février 1934, dans la manifestation de Clichy le 9 février.

### **LES MIGRATIONS NOUS TOURNENT VERS L'ENTRAIDE ET LA SOLIDARITÉ**

Le terrain internationaliste de solidarité à l'égard des travailleurs, où qu'ils soient, doit être réactivé, il a été laissé en friche.

**Notre revendication ? Libre circulation des femmes, des hommes et de enfants.**

Comment ne serions-nous pas indignés par la rotation ultrarapide des capitaux à travers la Planète, leur passage dans les nombreux paradis fiscaux, par l'appropriation des meilleures terres et de l'espace par les riches, quand leur pouvoir commande aux forces armées d'interdire le passage aux victimes de leurs inégalités ?

**L'entraide doit reposer sur des initiatives concrètes :** les fascistes avaient bloqué la frontière dans les Alpes, nous devrions, avec nos alliés, ouvrir les bras à l'accueil des migrants.

L'existence dans notre pays de nombreux espaces libres, de richesses accaparées par quelques-uns, et la nécessité de la redistribution immédiate rendent cette solidarité facile. BlackRock, Bolloré, LVMH ou Pfizer ne pourraient pas se passer de quelques milliards pour les migrants ?

### **L'OFFENSIVE CONTRE LES FEMMES ET LEURS DROITS**

La violence faite aux femmes est confortée par la violence libérale et l'agressivité raciste contre les migrants, qui, pour Z, suppose la reconquête française du pouvoir des mâles à bérêt français. **Le féminisme social est une idée neuve !**

“

## **NOUS COMBATTONS À LA FOIS L'AUTORITARISME LIBÉRAL ET LE NÉOFASCISME.**

Notre légitimité à intervenir dans la campagne présidentielle dépend de notre capacité à intervenir concrètement sur le terrain. République sociale, front uni antifasciste, solidarité avec les migrants, féminisme social, voilà notre profil, en plus des actions et revendications traditionnelles.

”

**info'com**  
UN SYNDICAT POUR TOUS